Cédric O et le French Tech 120 : quelle ambition pour la France ?

Cédric O, secrétaire d'État au numérique, s'est rendu à Rennes pour annoncer l'ouverture des candidatures au French Tech 120. L'occasion pour le secrétaire d'Etat au numérique de revenir sur la réelle ambition de ce programme : l'international.

Temps de lecture : minute

---

24 octobre 2019

Cédric O, secrétaire d'État au Numérique, faisait le déplacement hier à Rennes afin d'annoncer l'ouverture des candidatures au programme French Tech 120. Imaginé pour les startups en phase d'hyper-croissance, celui-ci vise à faciliter leur développement en déverrouillant les portes de l'administration française en leur apportant une notoriété sur la scène internationale. Après une visite au CHU de Rennes pour découvrir Incepto, seule entreprise française utilisant l'IA pour trier les radiographies, il s'est rendu au Poool, la maison de la FrenchTech Rennes Saint Malo. Une manière de répondre aux critiques soulignant la place prépondérante et la surreprésentation des startups parisiennes dans les investissements.

Accueilli par Jérôme Tré-Hardy, président du lieu, Cédric O a rapidement présenté son ambition pour les startups françaises: voir grand et viser l'international. Les 120 lauréates du FT120 seront là pour incarner un modèle, celui de l'expertise française.

Le Pass FrenchTech est mort, vive le French Tech 120 ?

S'agit-il d'un simple dépoussiérage du Pass FrenchTech ? Lancé en 2014,

il ambitionnait lui aussi de faire gagner du temps et de la visibilité aux startups au moment où elles en avaient le plus besoin en les accompagnant en cas de difficulté. “*Souvent qualifié de complexe dans ses critères de sélection et d’insuffisant en termes de service*”, le Pass FrenchTech n’a pas rencontré le succès tant espéré par le gouvernement. Cédric O le reconnaît lui-même. *“Il y a une question marketing autour de ces classements”*. Ils sont extrêmement importants pour les startups. Ils leur confèrent de la notoriété auprès de leurs clients mais aussi des investisseurs. “*Le directeur de Devialet l’a même inclus dans sa signature”* glisse un membre de l'entourage du ministre. Le French Tech 120 comme son aîné le Next40 doivent incarner une marque, une excellence et une réussite pour valoriser les entreprises et le savoir-faire français. Une bien noble ambition qui se heurte à une question : à qui parle t-on, Paris ou la France ?

À lire aussi
CAC 40 VS Next 40, le jeu des différences

La tech ne se limite pas à Paris, elle s’incarne dans tout l’Hexagone

En se déplaçant en région, il veut montrer “*que le numérique crée des emplois dans tous les territoires”* et souligner l’émergence *“d’un écosystème d’excellente qualité de niveau national voire européen”*. Et les chiffres sont là : en 2014, la région comptabilisait 24 000 emplois liés aux startups du numérique à Rennes contre 30 000 aujourd’hui. Mais un oeil sur le classement du Next40 pousse à plus de prudence. Sur les 40 pépites, seules 5 sont installées en région. Les 80 autres jeunes pousses qui complèteront le FT120 incarneront-elles davantage cet essor des provinces ?

Au-delà des critères énoncés, Cédric O assure que “*2 startups seront choisies dans chaque territoire, à minima”*. Souvent en déplacement, il reconnaît trouver à Rennes, Mâcon ou encore Toulouse “*des relations humaines et business très fortes et un esprit commando capable de faire émerger des pépites”*. C’est au territoire d’incarner cette réalité en travaillant avec les administrations. C’est là toute l’ambition de French Tech Central, un espace regroupant des services publics au plus près des startups, dans les capitales FrenchTech.

Les administrations et les territoires : une histoire de confiance

En parallèle, on assistera en effet au déploiement du système French Tech Central dans toutes les capitales de la FrenchTech. Cette solution offre aux startups une entrée facilitée auprès des administrations comme l’URSSAF ou l’INPI. “*Les startups font face à des difficultés particulières. Nous pouvons les aider à les anticiper et trouver des solutions très concrètes au cas par cas*” souligne Lionel Prisson, responsable innovation à l'URSSAF Rennes. L’implication des administrations des territoires est

primordiale pour Cédric O. “*Les startups doivent prendre leur destin en main et le gouvernement créer l’environnement propice pour*”. Charge aux collectivités territoriales et aux administrations d’adapter les solutions à leurs territoires. “*Ce chemin d’accélération ne doit pas être la norme. Chaque territoire doit créer son offre afin qu’il n’y ait plus d’accompagnement particulier*” estime Cédric O. Car le ministre voit grand : “*Il ne faut pas que les startups régionales aient l’ambition de rattraper Paris mais d’être d’envergure nationale voire européenne*”. Tout est dit.

À lire aussi
Macron en renfort des pépites françaises de la tech

Ambition internationale... seulement?

Critères internationaux, d’accord. Mais où sont passées les valeurs environnementales et sociétales que les Français attendent ? Elles n’ont (presque) pas leur place dans ce classement. Le ministre ne veut pas “*faire de langue de bois. Le noeud de tout ça est la rupture technologique*

et il faut prendre le bateau, c'est une question d'intérêt général, d'emploi". Celui-ci, qui rappelle que sur les 500 licornes mondiales, 450 sont américaines ou chinoises, parle même "*d'impératif vital"*. Une situation qui ne doit plus durer.

Pour autant, Cédric O reste conscient de l'importance de l'environnement et de l'inclusion dans les entreprises de la tech. Dans le premier cas, il réfléchit à un autre système de valorisation de ces startups. "*Mais c'est difficile de construire des critères objectifs de leur impact"*. Lors de l'annonce du Next40, quelques startups ont reçu un prix spécial pour leur engagement dans la santé ou l'environnement . *"Certains n'ont pas été contents et nous ont demandé pourquoi un BackMarket était plus "green" qu'une entreprise de covoiturage ou de cloud*" glisse alors le secrétaire d'État reconnaissant la montée du sujet. "*L'éthique est un élément d'attractivité de la France; il faut capitaliser sur les valeurs européennes comme la protection des données"*.

Former les élites de demain sans oublier personne

Quant à la parité, il loue la Charte Sista pour "*son caractère engageant et l'obligation de résultat qui touche les entreprises"*. À travers elle, 56 fonds d'investissement se sont récemment engagés pour plus de parité dans le financement des startups, à savoir 50% de startups fondées ou co-fondées par des femmes financées par des fonds.

À lire aussi
Pourquoi la charte Sista est-elle une avancée pour les entrepreneures ?

En parallèle, lui et Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée d'égalité entre les femmes et les hommes, ont demandé à Chiara Corazza, fondatrice du Women's Forum, de leur faire des propositions pour pousser les jeunes filles à s'engager dans une voie technologique. "*Il faut aussi réussir à créer des rôles modèles dans lesquels les jeunes filles et les jeunes garçons puissent puiser de l'inspiration"* et de l'aspiration sans aucun doute. L'établissement de standards par la Charte Sista est donc un premier pas vers plus d'inclusion, de même que le programme French Tech Tremplin doté d'une enveloppe de 15 millions d'euros sur deux ans pour inclure plus de mixité sociale dans la tech française.

L'enjeu de l'inclusion des femmes dans la tech et plus largement, de toutes les populations, renvoie à la question de la formation. La pénurie de main d'oeuvre pourrait également freiner les ambitions françaises. Cédric O travaille avec Muriel Pénicaud, ministre du Travail et Bruno Le

Maire, ministre de l'Economie sur les offres de formations à déployer, tant pour les salariés en poste qui doivent évoluer, que pour les futurs entrants sur le marché du travail. Et contrairement aux idées reçues, la tech ne nécessite pas que des ingénieurs mais beaucoup de Bac+2 et Bac+3 dans les métiers de techniciens par exemple. *"Il y a un temps pour les discussions et un temps pour les annonces, nous les ferons en temps voulu, en début d'année prochaine"* conclut-il sur le sujet de la formation.

Et l'Europe et l'OCDE dans tout ça?

Ambition française et internationale, certes. Mais le ministre reste conscient de l'impossibilité de traiter de tous les sujets seul. En matière d'intelligence artificielle et d'ordinateur quantique, par exemple, les investissements sont trop importants pour entrer dans une réflexion uniquement d'ambition nationale. "*La force de la Silicon Valley est la coopération"* , il faut réussir à "*développer une culture d'entraide et de coopération entre les startups européennes"* estime t-il. Mais un gouvernement peut-il le décréter ? Pas vraiment. Mais il peut pousser le recours à des réglementations communes plutôt que des directives pour permettre une "*taxation sans couture"* entre les pays. Un sujet qui nous mène inévitablement à la taxation des GAFA par l'OCDE qui devrait arriver "*l'année prochaine, peut-être même au premier semestre"*. Cette question touche surtout à l'anti-trust, selon lui. Il faut remettre les choses à leur place pour créer un écosystème un peu plus sain. Sa vision de la tech française est portée par "*des valeurs européennes comme la protection des données "afin de ne pas tomber dans les mêmes écueils que ceux que nous connaissons actuellement*".

Les candidatures pour le French Tech 120 sont ouvertes jusqu'au 29 novembre. Les startups lauréates seront dévoilées en janvier 2020. Suite à sa nomination dans le Next40, Klaxoon a reçu une recrudescence de candidatures. Difficile de tirer un réel bilan pour autant. Espérons que les

lauréates du French Tech 120 connaîtront la même notoriété lorsqu'il sera dévoilé en janvier prochain et que l'accompagnement sera à la hauteur des ambitions du gouvernement.

En attendant, les startups peuvent postuler jusqu'au 29 novembre.

Article écrit par Anne Taffin